

RODEZ / VIL

Politique. Guilhem Sérieys, conseiller régional PS, réagit aux propos d'Yves Censi (UMP) après sa rencontre avec Mme Idrac.

« Le député parle du train sans connaître le dossier »

Cemardi, le député (UMP) de la première circonscription de l'Aveyron Yves Censi a relaté le contenu de sa rencontre avec la présidente de la SNCF et consacrée et à la liaison ferroviaire Rodez-Paris (cf. « La Dépêche du Midi » de ce mercredi 15 novembre). Un rendez-vous durant lequel l' élu explique notamment avoir fait part de sa « détermination » à « trouver une solution pour que les Aveyronnaises et les Aveyronnais bénéficient d'un véritable service public de transport ferroviaire ». Mais surtout, dans son communiqué, Yves Censi s'en prend violemment au président (PS) du conseil régional Martin Malvy. Il accuse notamment le « patron » de l'exécutif de Midi-Pyrénées, « qui était au courant de cette situation depuis plusieurs mois », de n'avoir pris « aucune initiative constructive vis-à-vis de la SNCF » pour que la ligne Rodez-Brive soit électrifiée afin de permettre aux trains Téo, qui vont être mis en place sur la liaison entre le Rouergue et la capitale à partir du 10 décembre, de circuler sur cet axe.

« DÉCISION UNILATÉRALE »

Des propos qui ont entraîné une



Guilhem Sérieys : « Le député Censi intervient sur un dossier qu'il ne connaît manifestement pas ». Photo DDM.

réaction tout aussi virulente de Guilhem Sérieys, conseiller régional (PS) aveyronnais. Ce jeudi, ce dernier explique être « resté pantois » par les déclarations du député et avoir été « scandalisé » par la mise en cause de l'institution régionale avant de juger « inquiétant » de voir un élu de la nation « intervenir, soit par bêtise, soit par incompétence, sur un dossier qu'il ne connaît manifestement pas ». Car, pour Guilhem Sérieys, l'argument d'Yves Censi à propos de la non-électrification de ligne SNCF ne tient pas. « D'une part, ce genre de travaux relève de la compétence de la

que ceux des Corails. La seule différence, c'est l'aménagement intérieur ». Bref, pour Guilhem Sérieys, la suppression du train direct de jour Rodez-Paris relève uniquement d'une « décision unilatérale de l'État ». Et dans ce dossier, il estime que le député « tente maladroitement de faire porter sur les épaules de la Région les errances du gouvernement qu'il défend et dont il porte les couleurs ».

Car pour le socialiste, pas question d'oublier les 40 millions d'euros investis chaque année par la Région dans le domaine du train. Une addition qui pourrait encore être alourdie dans le cadre du contrat de projets 2007-2012 en cours de discussion entre le conseil régional et l'État. Sachant que, par ailleurs, la collectivité a mis en place un deuxième plan de modernisation qui prévoit, entre autres, deux chantiers sur la ligne Rodez-Toulouse. À une condition, toutefois : que ces opérations soient menées en partenariat avec l'État et RFF. D'où une ultime peau de banane glissée sous les souliers du député : « Si Yves Censi veut se rendre utile sur le train, qu'il défende ces projets-là », lance Guilhem Sérieys.

D. S.